

**Thierry MARTEAU**

*Expert-comptable diplômé par l'Etat  
Inscrit au tableau du conseil régional des Pays de Loire*

*-----  
Commissaire aux comptes  
Compagnie régionale Ouest-Atlantique*

*-----  
Rue Copernic  
B.P. 2012  
53020 LAVAL CEDEX 9  
☎ 02 43 59 25 25  
✉ [accueil@sadeco-laval.fr](mailto:accueil@sadeco-laval.fr)*

**Syndicat professionnel  
« UIMM MAYENNE »**

Siège social : 7, rue de Paradis  
53000 LAVAL

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024

## **SYNDICAT PROFESSIONNEL « UIMM MAYENNE »**

Siège social : 7, rue de Paradis -53000 LAVAL

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2024**

---

Aux Adhérents,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du syndicat professionnel « UIMM Mayenne » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du syndicat professionnel « UIMM Mayenne » à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.851-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LAVAL, le 17 mars 2025

**Thierry MARTEAU**

*Commissaire aux Comptes*

*Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique*



UNION DES INDUSTRIES ET METIERS DE LA METALLURGIE

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
	Immobilisations incorporelles en cours	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	12 940	12 940		14
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		12 940	12 940		14
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	375 826	190 992	184 834	206 498
Actif circulant	Immobilisations corporelles en cours	Immobilisations corporelles en cours				2 039
		Avances et acomptes				
	TOTAL		375 826	190 992	184 834	208 538
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées	16 234		16 234	16 234
		Autres titres immobilisés	115		115	8 384
		Prêts				
	Immobilisations financières en cours	Autres	3 000		3 000	3 000
		TOTAL	19 349		19 349	27 618
Actif circulant	Total I		408 117	203 932	204 184	236 171
	Stocks et en cours					
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés	298 211		298 211	213 771
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	157 215		157 215	155 038
	TOTAL		455 427		455 427	368 810
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	512 018		512 018	477 709
	Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>		5 735		5 735	2 661
Actif circulant	Total II		973 182		973 182	849 181
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		1 381 299	203 932	1 177 367	1 085 353
	Renvois	(1) Dont droit au bail				
		(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières			3 000	3 000
		(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

UNION DES INDUSTRIES ET METIERS DE LA METALLURGIE

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	804 841	796 403
	Report à nouveau	33 368	8 437
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	3 458	33 368
	Situation nette (sous-total)	841 668	838 209
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		841 668	838 209
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	44 500	56 500
Total II		44 500	56 500
Provisions	Provisions pour risques	24 363	5 500
	Provisions pour charges	39 448	29 975
Total III		63 812	35 475
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	81 023	37 955
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	141 890	107 986
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	4 472	9 225
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		227 386	155 167
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 177 367	1 085 353
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

UNION DES INDUSTRIES ET METIERS DE LA METALLURGIE

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	564 180	517 737
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	750	500
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	5 500	10 000
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	301 464	271 262
	Utilisations des fonds dédiés	56 000	5 000
	Autres produits	1 632	83
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		<b>929 527</b>	<b>804 583</b>
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	330 704	284 448
	Aides financières		5 000
	Impôts, taxes et versements assimilés	19 255	16 169
	Salaires et traitements	325 774	284 278
	Charges sociales	130 254	108 087
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	29 606	10 756
	Dotations aux provisions	33 836	7 408
	Reports en fonds dédiés	44 000	50 500
	Autres charges	14 347	1 039
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		<b>927 780</b>	<b>767 688</b>
1. Résultat d'exploitation (I-II)		<b>1 746</b>	<b>36 895</b>

UNION DES INDUSTRIES ET METIERS DE LA METALLURGIE

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	11 592	2 473
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	11 592	2 473
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		11 592	2 473
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		13 339	39 368
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 387	
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	1 387	
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	10 000 1 268	6 000
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	11 268	6 000
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-9 881	-6 000
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		942 507	807 056
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		939 049	773 688
EXCÉDENT OU DÉFICIT		3 458	33 368
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'UIMM Mayenne a pour objet l'étude et la défense des droits ainsi que des intérêts collectifs matériels et moraux, de ses adhérents.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Accompagnement
- Etudes
- Formation
- Réunions et colloques

## 3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements
  - / Matériel informatique pour 4 K€
  - / Mobilier pour 5.2 K€
- Autres moyens/dépenses engagées
  - / Formation : 9 K€
  - / Cotisations : 153 K€
  - / Entretien général/dépense de fonctionnement : 100 K€
  - / Communication, réunions, colloques et déplacements : 69 K€

## **4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

### **4.1 Faits caractéristiques de l'exercice**

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

### **4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

## **5 Principes et méthodes comptables**

### **5.1 Principes généraux**

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### **5.1.1 Changements de méthode comptable**

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode ayant un impact significatif.

#### **5.1.2 Changements d'estimation**

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### **5.1.3 Corrections d'erreurs**

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

### **5.2 Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

### **5.3 Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

## 6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

### 6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

Situations et mouvements (b)				
Rubriques (a)				
	A	B	C	D
	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	12 941			12 941
Immobilisations corporelles	367 942	9 197	1 312	375 827
Immobilisations financières	27 618		8 269	19 349
<b>Total</b>	<b>392 267</b>	<b>9 197</b>	<b>9 581</b>	<b>408 117</b>

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

## 6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

### 6.1.1.1 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			9 197		
Immobilisations financières					
<b>Total</b>			9 197		

### 6.1.1.2 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					1 312
Immobilisations financières		8 269			
<b>Total</b>		8 269			1 312

## 6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	12 926	15		12 941
Immobilisations corporelles	161 443	29 592	43	190 992
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>174 369</b>	<b>29 607</b>	<b>43</b>	<b>203 933</b>

### 6.1.2.1 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		15		
Immobilisations corporelles		29 592		
Immobilisations financières				
<b>Total</b>		<b>29 607</b>		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	29 592		
Immobilisations corporelles			
Immobilisations financières	15		
<b>Total</b>	<b>29 607</b>		

### 6.1.2.2 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles		43	
Immobilisations financières			
<b>Total</b>		<b>43</b>	

### 6.1.2.3 Modalités d'amortissements

Les donations temporaires d'usufruit comptabilisées en immobilisations incorporelles sont amorties sur la durée de la donation temporaire avec pour contrepartie la rubrique « Fonds reportés liés aux legs ou donations » au passif. Aucune écriture n'est comptabilisée en compte de résultat.

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Installation et agencement	Linéaire	20% à 10%
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	33% à 10%
Mobilier	Linéaire	50% à 10 %

### 6.1.3 Informations relatives aux filiales et participations

Informations financières	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)	Observations
Filiales et participations (1)										
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus (2) (3)										
1. Participations (à détailler) (+50 % du capital détenu par la société)										
SCI MAISON DE LA METALLURGIE	1 000 €	104 166 €	99 %	990 €	21 910 €		43 288 €	16 254€	0 €	Exercice clos le 31/12/2024



## 6.2 Actif circulant

### 6.2.1.1 Produits à recevoir

Ils se détaillent ainsi au 31/12/2024 :

- Factures à établir :	60 170 €
- Fournisseurs, avoirs à recevoir :	3 767 €
- Intérêts courus à recevoir :	9 095 €

### 6.2.1.2 Charges constatées d'avance

Détail des charges constatées d'avance	Montant		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA exploitation	5 735		
<b>TOTAL</b>	<b>5 735</b>		

### 6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks				
Créances	1 600 €		1 600 €	0
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>1 600 €</b>		<b>1 600</b>	<b>0</b>

### 6.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

#### 6.4.1 Tableau de variation des Fonds Propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves	796 403 €	8 437 €						804 840 €
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »								
Report à nouveau	8 437 €	24 931 €						33 368 €
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »								
Excédent ou déficit de l'exercice	33 368 €	- 33 368 €		3 458 €				3 458 €
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »								
<b>Situation nette (sous-total)</b>	838 208 €	-		3 458 €				841 666 €
Fonds propres (Dotations) consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
<b>Total</b>	838 208 €	-		3 458 €				841 666 €

## 6.4.2 Fonds dédiés

Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations (1)							
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (2)							
Contribution pour renouvellement des immobilisations							
Autres contributions financières affectées (1)							
Contributions financières d'autres organismes (1)	56 500 €	44 000 €	56 000 €			44 500 €	
Ressources liées à la générosité du public (1)							
<b>TOTAL</b>	56 500 €	44 000 €	56 000 €			44 500 €	

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

## 6.5 Tableaux de variation des provisions pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions pour pensions	29 976 €	9 473 €		39 449 €
Provisions pour risques	5 500 €	24 364 €	5 500 €	24 364 €
Provisions pour charges				
<b>Total</b>	<b>35 476 €</b>	<b>33 837 €</b>	<b>5 500 €</b>	<b>63 813 €</b>

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	5 500 €		24 364 €		5 500 €		24 364 €
Provisions pour pensions	29 976 €		9 473 €				39 449 €
<b>Total</b>	<b>35 476 €</b>		<b>33 837 €</b>		<b>5 500 €</b>		<b>63 813 €</b>

### 6.5.1 Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions pour pensions	9 473 €		
Provisions pour risques	24 364 €		
Provisions pour charges			
<b>Total</b>	<b>33 837 €</b>		

### 6.5.2 Aménagement du cadre général – Diminutions (colonne C)

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques	5 500 €		
Provisions pour charges			
<b>Total</b>	<b>5 500 €</b>		

## 6.6 Provision pour risques et charges

### 6.6.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	39 449 €		39 449 €
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques sont précisées ci-après :

- Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :
  - La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé 67 ans,
- taux d'actualisation : 3.20 %
- taux d'augmentation annuel des salaires : 0.5%

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 52 % pour les cadres et 26% pour les non-cadres.

## 6.7 Dettes

### 6.7.1 Charges à payer

Elles se détaillent ainsi au 31/12/2024 :

- Factures non parvenues :	30 567 €
- Primes à payer :	26 097 €
- Congés payés :	38 070 €
- Avoirs à établir :	4 134 €

## 6.8 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Echéance	
				Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
				Autres emprunts obligataires (2)(3)				
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :				
Créances rattachées à des participations	16 234		16 234	— à 1 an au maximum à l'origine				
Prêts (1) Autres	3 115		3 115	— à plus de 1 an à l'origine				
Créances de l'actif circulant :								
Créances Clients et Comptes rattachés	298 211	298 211		Emprunts et dettes financières divers (2) (3)				
<b>Créances reçues par legs ou donations</b>				Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	81 023	81 023		
Autres	157 215	13 535	143 680	<b>Dettes des legs ou donations</b>				
Charges constatées d'avance	5 735	5 735		Dettes fiscales et sociales	141 890	141 890		
				Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
				Autres dettes (3)	4 472	4 472		
				Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>480 510</b>	<b>317 481</b>	<b>163 029</b>	<b>TOTAL</b>	<b>227 385</b>	<b>227 385</b>		
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice				
				(3) Dont ..... <b>garanties par des suretés réelles</b> (indication des				

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

## 7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;

Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature



## 7.1 Produits non liés à la générosité du public

### 7.1.1 Cotisations avec contrepartie

Notre l'entité peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, ainsi conformément à l'article 142-1 du règlement ANC n°2018-06 cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

## 7.2 Subventions et autres concours publics

La rubrique « Subventions et autres concours publics » comprend :

### — Subventions :

(1) Les subventions d'exploitation ;

(2) La quote-part des subventions d'investissements réintégrée au cours de l'exercice au compte de résultat.

### — Concours publics définis à l'article 142-9 :

- / Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions,
- / Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

### 7.2.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

**Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.**

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

### 7.2.1.2 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation		5 500 €			
Subvention d'investissement					

### 7.3 Reprises sur provisions et dépréciations

Les dotations aux amortissements constituent des charges définitives ventilées dans les rubriques de missions sociales, frais de recherche de fonds ou frais de fonctionnement.

Reprises sur provisions et dépréciations

- Sur provisions pour risques et charges : 5.5 K€
- Sur dépréciation créances : 1.6 K€

### 7.4 Utilisations des fonds dédiés

- Utilisation de fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes : 56 K€

### 7.5 Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire. Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature :

- Les motifs de notre décision sont les suivants :
- L'une des conditions suivantes devant être remplie ne l'est pas :
- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;
- L'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

## 7.6 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

### 7.6.1.1 Transferts de charges

Les transferts de charges se détaillent ainsi :

- Refacturation mise à disposition de locaux et de moyens matériels : 14.7 K€
- Soutien UIMM conventions CAT : 79.5 K€
- CQPM : 23.5 K€
- Mise à disposition de moyens humains : 156.7 K€
- Formations : 19 K€

### 7.6.1.2 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	3 000 €	
Au titre d'autres prestations		
<b>Honoraires totaux</b>	<b>3 000 €</b>	

## 8 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

### 8.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Les trois plus hauts cadres dirigeants sont la Déléguée Générale (salariée) et les membres du bureau (bénévoles).

Le montant total des « *rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature* » n'est pas communiqué dans la mesure où elle entraînerait une information individuelle car les membres du bureau ne sont pas rémunérés.

## 9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	4
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	2
Ouvriers	
Total	6